

LES VOIX DE SEINE-ET-OISE

Le second tour des élections cantonales n'a pas apporté de surprises. Faible réussite de l'U.N.R., quelques progrès des voix des partis ouvriers, effets néfastes de la politique parlementariste de ces partis et notamment de l'opération Defferre.

Il est bien sûr difficile de donner une appréciation très exacte d'élections cantonales surtout lorsqu'il n'apparaît pas de grands tournants de l'opinion. Mais si l'on regarde avec un peu d'attention les résultats des élections en Seine-et-Oise on peut sembler-il en dégager quelques indications symptomatiques. Dans ce département 36 cantons votaient à nouveau le 15 mars. Dans quatre d'entre eux les candidats communistes s'étaient désistés pour des socialistes. En revanche, dans 21 autres, le communiste représentait seul

la gauche. Cependant, que dans six circonscriptions, communistes et socialistes se retiraient pour des candidats bourgeois : ce qui conduisit le P.S.U. à maintenir trois de ses militants pour s'opposer à ce qu'il qualifie d'« immoralité ». Enfin dans deux autres cantons le parti socialiste maintenant des candidats défavorisés au premier tour se retrouve seul face à face au P.C. Dans ce département important comportant de nombreuses agglomérations ouvrières, mais aussi des villes résidentielles et des zones agricoles, se sont présentés les divers aspects des relations des partis ouvriers, entre eux et avec les partis bourgeois ; ceci allant dans ce dernier cas jusqu'à la caricature puisque l'on voit d'un seul élan P.C., P.S. et P.S.U. se retirer à Montmorency devant un général de gendarmerie... en retraite et de centre-gauche, il est vrai ! ! !

doute des électeurs P.S.U. (693 voix) passe de 5.463 à 6.771.

Bien entendu il serait abusif de prétendre tirer des résultats de ce seul département des conclusions sans appel, mais il semble bien néanmoins qu'on retrouve ici des caractéristiques plus générales à ce second tour.

1. Le P.C. maintient et élargit ses positions dans des limites restreintes.

2. La S.F.I.O. rencontre moins de succès.

3. Les candidatures de front unique ne soulèvent pas l'enthousiasme.

4. Le vote pour le P.C. apparaît très clairement pour une proportion non négligeable beaucoup plus comme un vote de classe que comme une adhésion au programme démocrate du parti.

DEMI-SUCCES OU DEMI-ECHEC

Pour ce qui concerne les quatre candidats socialistes d'unité (Gonesse, Livry-Gargan, Massy, Meudon) ils ne retrouvent pas tout à fait au second tour le total des voix obtenues le dimanche précédent par le P.C., le P.S.U. et eux-mêmes.

25.501 au lieu de 30.282 bulletins.

Alors même qu'ils profitaient du désistement du P.C. et que leurs résultats au premier tour rendaient possible mais non certaine leur élection et qu'ainsi donc ceci devait inciter les électeurs de gauche à ne pas abandonner les urnes,

Mais il ne s'agit que de quelques cas et il est difficile de dépasser la constatation suivante : ces candidatures d'unité n'ont pas soulevé un grand enthousiasme.

Dans les 21 cantons où seul le P.C. s'est présenté à gauche (1) le nombre de ses suffrages passe de 98.886 au premier tour, à 106.045.

Regardons encore ce qu'il est advenu dans les trois cantons où le désistement socialiste-communiste pour un réactionnaire, face à l'U.N.R., conduisit le P.S.U. au maintien. Il s'agit des cantons de Conflans, Marly et Versailles sud. Dans les trois cas au moins un quart, voire un tiers des électeurs communistes du premier tour ont voté pour le candidat P.S.U. Si au moins on tient pour vraisemblable que dans ces conditions beaucoup de voix

socialistes se sont portées sur le réactionnaire, ou se sont réfugiées dans l'abstention. Voici les chiffres globaux obtenus au premier tour dans les trois cantons par les partis ouvriers :

Parti communiste : 7.043.

Parti socialiste : 1.510.

Parti socialiste unifié : 1.232.

Au second tour les candidats P.S.U. obtiennent 3.676 suffrages, soit 2.444 de plus.

Enfin qu'est-il arrivé à Sevran et à Villeneuve-St-Georges où les candidats socialistes et communistes se retrouvèrent seuls au second tour. Il est à peine besoin de préciser que cette situation advint du fait de la S.F.I.O. qui ne retira pas ses candidats arrivés en seconde position le dimanche précédent. Alors que dans trois cas, en Seine-et-Oise, le P.C. se désista pour le socialiste, ayant obtenu moins de voix que ses propres candidats.

Quoi qu'il en soit dans ces circonscriptions contestées entre les deux partis ouvriers les communistes voient leurs suffrages s'accroître de façon assez considérable, puisqu'à Sevran Prudhomme passe de 5.380 voix à 6.803 sans le secours d'aucun désistement P.S.U. A Villeneuve-St-Georges contre le maire S.F.I.O. — qui recueille plus de voix que la droite et lui-même n'en avaient obtenu au précédent tour — le candidat communiste aidé sans

REJETER LES COMPROMISSIONS

Ne peut-on trouver dans ces résultats une confirmation marquante des positions que nous développons il y a quelques semaines ? La politique d'union démocratique du Parti Communiste Français et le présidentialisme de la S.F.I.O. sont les causes de ces demi-succès. Maurice Thorez peut tenter de faire son autocritique sur la poitrine de Michel Vandiel, cela sonne faux. Peut-être ignorait-il avant le scrutin qu'à Montmorency l'union sacrée se faisait avec la gendarmerie, mais la France entière savait qu'à Lille, Motte, le grand patron réactionnaire recevait la bénédiction du P.C.F. Dans ce cas on ne peut même pas prétexter la surprise devant le désistement du candidat socialiste arrivé en tête des candidats ouvriers au premier tour ; car le maintien du candidat P.S.U. permettait largement de réparer l'impair. Il apparaît plutôt que la direction cherche des coupables pour des décisions qu'elle a pour le moins couvert. Et Thorez tente maintenant de faire machine arrière en constatant le désaveu qu'il enregistre pour cette tactique opportuniste, de la part d'une aile non négligeable de l'électorat communiste. Mais le mal est fait et à nouveau la classe ouvrière doit conclure que les luttes auxquelles on la convie sont destinées à déboucher sur des compromissions.

Pour la S.F.I.O. il est clair que la campagne defferrière, l'a vivement incitée à faire preuve de réserves dans ses alliances avec le P.C. Mais une telle attitude loin de lui apporter un soutien plus large à droite, fait apparaître par contre une grande réticence dans l'électorat ouvrier. Ainsi l'opération Defferre révèle tout son caractère utopique. Même dans les Bouches-du-Rhône, bastion du présomptueux candidat, le ramdam publicitaire n'apporte aucune eau nouvelle au moulin réformiste.

A persister dans cette voie Defferre risque fort d'introduire une crise extrême, non seulement dans le parti communiste, ce qui le réjouirait sans doute ; mais encore dans son propre parti. Il n'est nullement impossible que ceci fasse d'ailleurs parti intégrante des objectifs de ses supporters les plus importants sinon les plus connus.

L'échec de l'U.N.R., ne bénéficiant pas de l'appui ouvert d'un De Gaulle dédaigneux de l'enjeu, ne doit pas non plus nous tromper. De Gaulle ce n'est pas l'élection, c'est le plébiscite. Les notables villageois n'ont pas cédé la place à l'U.N.R., mais la plupart d'entre eux, hommes d'ordre, suivis par leurs électeurs voteront pour la stabilité, pour De Gaulle, à la première occasion. Mesurer la force du régime et celle de l'U.N.R. avec les critères applicables dans un régime démocratique bourgeois révèle une étrange ignorance. Cependant c'est bien souvent de cette façon que raisonnent les leaders ouvriers.

Ainsi faut-il à nouveau réaffirmer que pour rompre l'apathie politique des masses il faut aussi vaincre l'opportunisme des directions ouvrières, leur parlementarisme, leur tentative illusoire de compromis avec une aile de la bourgeoisie. Et c'est précisément parce qu'il symbolise désormais tout cela qu'il faut dénoncer dans toutes les organisations ouvrières Defferre et sa candidature.

L. COLLONGES.

(1) Arpajon, Athis-Mons, Aulnay, Chateaufort, Corbeil, Cormeilles, Houilles, L'Isle-Adam, Limay, Longjumeau, Maisons-Laffite, Méréville, Neuilly-Plaisance, Poissy, Le Raincy, St-Cloud, Sarcelles-centre, Savigny, Versailles N.-O., Villeneuve-le-Roi, Montfort-l'Amaury.

UN DIALOGUE DE SOURDS

Nous avons mentionné voici quelques semaines le pseudo dialogue entre le Parti socialiste et le Parti communiste français, le premier développant des thèmes théoriques et doctrinaux de façon assez médiocre d'ailleurs, tandis que le second parlait de questions d'actualité et de mots d'ordre.

Mais la direction du P.C.F. n'a pas voulu laisser sans réponse la série d'articles parus dans le *Populaire* et elle a fait publier dans l'*Humanité* dix articles sous le titre « Problèmes idéologiques et unité ».

Les sujets traités de part et d'autre englobaient en fait tous les points auxquels il conviendrait de répondre dans le programme d'un parti prolétarien à notre époque (guerre et paix, internationalisme prolétarien, démocratie-révolution, passage au socialisme, dictature du prolétariat, parti unique, etc.), mais on doit tout d'abord souligner la pauvreté caractérisant l'une et l'autre séries d'articles. Ceux du *Populaire* rédigés par un nommé Quilliot, un inconnu qui sert de théoricien de service à Guy Mollet, étaient bien en deçà des arguments avancés dans les années 20 par Léon Blum ; leur seule « originalité » se trouvait dans une tentative

de mettre dans l'embarras la direction Thorez en évoquant les pratiques de Staline et en soulignant que les « nouveautés » théoriques de la période khrouchtchevienne étaient très proches du vieux réformisme de la social-démocratie et loin des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste.

Quant aux articles parus dans l'*Humanité*, non signés mais engageant évidemment toute la direction du P.C.F., ils forment un ramassage de généralités, de formules passe-partout pour tout pays et pour toute période, avec le minimum de références à la réalité.

Si l'on voulait résumer ces deux séries d'articles, on pourrait le faire avec la même phrase pour les deux : « Nous avons toujours eu raison ».

S'il s'était agi de faire un bilan théorique et programmatique des luttes ouvrières en France depuis la scission de 1920, même dans le cadre limité d'une dizaine d'articles on aurait vraiment pu espérer un peu mieux. L'indigence du débat traduit le niveau des directions des grands partis ouvriers. Aucune de ces directions ne porte un intérêt véritable à la théorie. Cela fait des dizaines d'années que l'on n'a pas vu même

une simple brochure théorique de la part d'un dirigeant socialiste. Quant à la direction du P.C.F., la théorie a été transformée par elle, comme jadis par les kautskystes en un dogme derrière lequel on peut pratiquer quotidiennement une politique opportuniste.

Mais la discussion ainsi menée, si misérable soit-elle, avait un objectif politique, en premier lieu de la part de la direction socialiste qui l'a engagée. En effet, Guy Mollet s'est vu par la force des choses contraint de faire un tournant en direction du P.C.F. Le régime gaulliste, menaçant les positions du P.S. acquises au sein de la démocratie bourgeoise, l'a obligé à envisager des accords avec le P.C.F. Pour le moment, le temps ne semble pas le presser tant en ce qui concerne le contenu ou l'ampleur de ces accords possibles. Mais il est conscient qu'il s'engage dans une opération comportant de grands risques de la part de l'allié éventuel. Il se souvient que l'expérience Front populaire s'est soldée, quant aux rapports de force au sein même de la classe ouvrière, aux dépens de son parti et au profit du P.C.F. Depuis le début de la « guerre froide », il maintenait les rangs de son parti, contre des appels unitaires du P.C.F.

par des formules grossières, comme « le P.C. n'est pas à gauche, mais à l'Est ». De telles formules sont inapplicables dans une période de coopération des deux partis. D'où la nécessité d'armer « théoriquement » les rangs du P.S., avec l'avantage de pouvoir montrer que, pratiquement, la politique du P.C.F. est plus conforme aux points de vue défendus en 1920 à Tours par Blum et autres qu'aux positions de la III^e Internationale. Dans de telles conditions, la direction du P.C.F. ne pouvait se taire, et à son tour devait donner une certaine armature « théorique » délimitant ce parti de la social-démocratie.

Ainsi, le contenu du débat qui n'a pas été mené est sans intérêt, mais le fait même du débat est très important. Il reflète une situation nouvelle qui commence à se développer dans le mouvement ouvrier français, une situation qui trouble la routine et la sclérose des deux vieilles directions. Le fait même qu'elles doivent au fond se justifier par rapport à leurs bases respectives est un signe qu'elles commencent à être contestées non seulement au sujet de leur politique quotidienne, mais d'un point de vue historique et fondamental.